



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 21 juin 2019
(OR. en)

10414/19

SOC 495
EMPL 383
ECOFIN 648
EDUC 326
SAN 309
GENDER 29
ANTIDISCRIM 19

NOTE

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	délégations
Objet:	L'économie du bien-être - Synthèse du document d'information de l'OCDE intitulé "Créer des opportunités pour améliorer le bien-être des personnes et la croissance économique"

Les délégations trouveront ci-joint la synthèse du document d'information de l'OCDE visé en objet.

Le document d'information figure dans le document 10414/19 ADD 1.

L'économie du bien-être

Synthèse du document d'information de l'OCDE intitulé "Créer des opportunités pour améliorer le bien-être des personnes et la croissance économique"

Le bien-être comme "boussole" pour l'action politique

L'intérêt qu'il y a à mesurer la performance économique et les progrès sociétaux "au-delà du PIB" est bien établi. À cet égard, on s'accorde de plus en plus à reconnaître que le fait d'utiliser le PIB comme seule "boussole" ne permet pas de donner aux responsables politiques un tableau suffisamment complet et précis des résultats que produit l'économie pour les citoyens ou des incidences à long terme de la croissance sur la durabilité. L'UE a été l'une des premières organisations à reconnaître l'importance que revêt cette approche.

L'OCDE a joué un rôle de premier plan dans la définition de la notion de "bien-être multidimensionnel" en tant qu'outil stratégique, de recherche et de mesure, au moyen d'instruments tels que le *cadre de l'OCDE sur le bien-être*, le *cadre d'action de l'OCDE pour les politiques de croissance inclusive*, l'*initiative du vivre mieux* et l'*initiative relative aux nouvelles approches face aux défis économiques*. Il est possible d'améliorer de manière sensible les décisions et les résultats politiques en se fondant sur une notion multidimensionnelle du bien-être. En mettant l'accent sur les résultats obtenus dans les multiples dimensions qui comptent aux yeux des citoyens, les responsables politiques peuvent plus facilement déterminer les domaines où les performances sont bonnes, détecter à un stade précoce les difficultés et les domaines posant problème et fixer des priorités plus efficacement.

D'une stratégie de mesure à une stratégie d'action: l'économie du bien-être

L'"économie du bien-être" peut être définie comme une économie qui:

- i) élargit les opportunités offertes aux citoyens en termes de mobilité sociale ascendante et d'amélioration de leur vie dans les dimensions qui comptent le plus à leurs yeux;
- ii) fait en sorte que ces opportunités se traduisent par des résultats en termes de bien-être pour tous les segments de la population, y compris ceux qui se trouvent en bas de l'échelle de répartition;
- iii) réduit les inégalités; et
- iv) garantit la durabilité environnementale et sociale.

En offrant aux citoyens des opportunités pour améliorer leur bien-être et en les aidant à concrétiser ces opportunités, les responsables politiques non seulement promeuvent le bien-être en tant que bien intrinsèque, mais ils investissent également dans le potentiel que recèlent les citoyens en tant que moteur essentiel de la croissance économique, de la résilience sociétale et de la stabilité à long terme. De même, en prêtant attention à la pérennité du bien-être dans le temps, les responsables politiques peuvent maximiser le potentiel de croissance économique à long terme et mieux protéger leurs économies contre les chocs défavorables. Dans les deux cas, l'"économie du bien-être" vise à établir et à maintenir un "cercle vertueux" dans lequel les deux éléments (une croissance économique durable et le bien-être) œuvrent de concert pour le bien des personnes et de la société.

Comment construire des économies du bien-être?

Le présent document vise à montrer comment les pays peuvent construire des économies du bien-être et à préciser le rôle que les politiques publiques peuvent jouer dans la réalisation de cet objectif. Il présente une analyse de plusieurs canaux importants par lesquels la croissance économique et le bien-être se soutiennent et se renforcent mutuellement, l'accent étant mis sur un certain nombre de domaines d'action qui sont essentiels tant pour le bien-être que pour la croissance économique: i) l'éducation et la formation; ii) les soins de santé; iii) la protection sociale et la redistribution; et iv) l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans le présent document, il est tout d'abord avancé qu'investir dans le bien-être des personnes permet de jeter les bases d'une croissance économique plus forte et plus durable à long terme. En particulier, il y est montré que l'élargissement des opportunités d'accès à une éducation et des soins de santé de qualité élevée et la promotion de systèmes de protection sociale inclusifs favorisant la résilience et la mobilité sociale constituent d'importants leviers permettant d'enclencher le cercle vertueux qui caractérise l'"économie du bien-être". Ensuite, il est soutenu dans le présent document que, pour que leur rendement soit maximal, ces investissements doivent se traduire par une amélioration des résultats en matière de bien-être pour tous les segments de la population. L'accent est mis sur le fait qu'il importe à cet égard de supprimer les inégalités entre les femmes et les hommes en termes d'accès à des emplois de qualité.

Éducation

Les avantages d'une *éducation* plus longue et de meilleure qualité vont au-delà de ses effets sur la croissance du PIB et s'étendent à de nombreuses autres dimensions du bien-être. Par exemple, **dans les pays de l'OCDE, les personnes hautement qualifiées vivent en moyenne près de six ans de plus que les personnes peu qualifiées**. Elles affichent des taux d'emploi plus élevés, un niveau plus faible d'insécurité sur le marché du travail et de stress au travail, même si l'incidence d'une éducation plus longue sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée est susceptible d'être négative. Les tentatives visant à quantifier l'incidence nette totale de l'éducation sur le bien-être montrent que le **rendement des investissements réalisés dans l'éducation est plus que doublé lorsque les avantages en termes de santé et d'emploi sont pris en compte**.

Les politiques publiques peuvent améliorer le bien-être et accroître la performance économique en élargissant l'accès à une éducation de qualité élevée pour tous les segments de la population. Parmi les leviers importants à cet effet figurent une fréquentation scolaire plus élevée au niveau préprimaire, une autonomie accrue pour les écoles et les universités, un nombre d'élèves par enseignant plus faible, des différences moins importantes (et plus de passerelles) entre l'enseignement universitaire et professionnel, et la réduction des obstacles au financement des étudiants de l'enseignement supérieur. Il est essentiel de réduire les inégalités d'accès et des chances à l'école afin de promouvoir de meilleurs résultats scolaires, étant donné que les pays qui présentent d'importantes inégalités dans le domaine de l'éducation et en matière de compétences affichent également des performances scolaires en moyenne plus faibles. De même, la portée, le ciblage et l'efficacité de la formation et de l'apprentissage tout au long de la vie pourraient être sensiblement améliorés. **Chaque année, seuls quelque 40 % des adultes des pays de l'OCDE participent à des activités d'éducation et de formation des adultes**, certains groupes, notamment les moins qualifiés, étant beaucoup moins susceptibles de participer à ce type d'activités.

Soins de santé

La *santé* est un droit humain fondamental et un facteur clé contribuant au bien-être. Pour ce qui est des aspects positifs, une amélioration de l'état de santé contribue à une croissance économique accrue grâce à une augmentation des investissements dans l'éducation, une amélioration de la participation au marché du travail et la réalisation d'économies plus importantes. Pour ce qui est des aspects négatifs, un mauvais état de santé fait peser une lourde charge économique sur la société et les finances publiques, qui vient s'ajouter à son bilan humain. Par exemple, **le coût total des maladies mentales est estimé à plus de 4 % du PIB, soit plus de 600 milliards d'euros**, pour l'ensemble des 28 États membres de l'UE. **Chaque année, dans l'UE, quelque 550 000 personnes en âge de travailler meurent prématurément de maladies non transmissibles, ce qui représente une perte de 3,4 millions d'années de vie et de 115 milliards d'euros de potentiel économique tous les ans.** L'incidence de l'état de santé sur d'autres dimensions du bien-être va bien au-delà de ses effets sur la croissance du PIB. L'éducation est le premier domaine concerné, étant donné qu'une plus grande longévité accroît le rendement au cours d'une vie des investissements réalisés dans l'éducation, tandis qu'une mauvaise santé réduit le développement cognitif et les résultats scolaires des enfants. La santé constitue également un facteur déterminant important pour l'emploi et le bien-être subjectif.

Les politiques publiques peuvent améliorer le bien-être et accroître la performance économique en garantissant l'accès à des soins de santé de qualité élevée pour tous les segments de la population. Parmi les grands leviers à cet effet figurent les politiques destinées à améliorer l'efficacité des systèmes de soins de santé, notamment en élargissant l'éventail des biens et des services relevant des soins de santé de base. **Il est essentiel d'investir dans des mesures préventives et des niveaux élevés de protection sanitaire, qui sont souvent plus rentables** qu'une action visant à remédier a posteriori aux problèmes de santé induits. **Parmi les priorités stratégiques devraient également figurer des mesures contribuant à améliorer la santé mentale**, telles que l'élaboration de programmes de diagnostic et de soutien plus systématiques (notamment à l'école et pendant la grossesse et la période périnatale), la promotion de la non-discrimination au travail et la réduction du stress sur le lieu de travail. De même, il **ressort d'une étude couvrant trente-six pays, de l'OCDE, de l'UE à 28 et du G20, que des stratégies de communication et des interventions politiques destinées à l'ensemble de la population et visant à améliorer l'alimentation et l'activité physique pourraient contribuer à économiser jusqu'à 58 milliards d'euros sur l'ensemble des budgets de la santé d'ici 2050.** Il est également essentiel de réduire les inégalités d'accès afin de promouvoir de meilleurs résultats dans le domaine de la santé, étant donné que la proportion de personnes en mauvaise santé pèse lourdement sur les principaux indicateurs de santé. Par ailleurs, les inégalités en matière de santé varient souvent en fonction de critères économiques, éducatifs ou professionnels. Par exemple, **les besoins de soins non satisfaits sont beaucoup plus importants pour les groupes à faibles revenus.**

Protection sociale et redistribution

La *protection sociale et la redistribution* influent sur le bien-être et la croissance économique dans le cadre de deux grands mécanismes. Premièrement, les transferts sociaux protègent les citoyens contre la volatilité de l'économie et les aident à se remettre plus rapidement de chocs défavorables. Deuxièmement, ils peuvent empêcher que les inégalités des résultats actuels ne se traduisent par des inégalités des chances pour la prochaine génération, notamment dans le domaine de la santé, dans celui de l'éducation et sur le marché du travail. Ce faisant, **la protection sociale contribue à renforcer la résilience socioéconomique et favorise les investissements dans le capital physique et humain, ainsi qu'une croissance économique plus forte**. Des recherches récentes menées par l'OCDE confirment que des systèmes de protection sociale et de redistribution plus inclusifs peuvent se traduire par une croissance plus forte du PIB, tandis que des inégalités de revenus plus importantes freinent la performance économique. L'incidence de la protection sociale et de la redistribution sur le bien-être ne se limite pas à leurs effets sur les revenus. Certains éléments indiquent que la protection sociale et certaines formes de redistribution des revenus permettent d'améliorer le bien-être subjectif.

Les politiques publiques peuvent améliorer le bien-être et accroître la performance économique en promouvant des systèmes de protection sociale plus inclusifs et en réduisant les inégalités en termes d'opportunités offertes et de résultats obtenus. Dans la *nouvelle stratégie de l'OCDE pour l'emploi*, il est souligné que **des régimes d'assurance et d'assistance sociales bien conçus, s'ils sont associés à des politiques actives du marché du travail et à des politiques visant à encourager la demande de travail, peuvent s'avérer très efficaces pour protéger les personnes, tout en donnant de meilleurs résultats sur le marché du travail**. Leurs effets peuvent se révéler importants, notamment pour les familles des classes moyennes, qui sont plus exposées aux risques de mobilité descendante. **Dans les pays de l'OCDE qui consacrent davantage de moyens aux programmes actifs du marché du travail, la part des ménages à revenus moyens qui glissent vers le bas de l'échelle de répartition des revenus a tendance à être plus faible**. À l'appui de ces objectifs, de nombreux pays ont la possibilité de rendre le système d'imposition sur le revenu plus progressif, en particulier pour les plus hauts revenus, et plus équitable pour les classes moyennes.

Égalité entre les femmes et les hommes

La promotion de l'*égalité entre les femmes et les hommes* présente non seulement une valeur intrinsèque, mais profite également aux sociétés et aux économies de plusieurs manières différentes.

Le fait d'accroître le taux d'emploi des femmes et leur nombre d'heures travaillées entraînerait des gains de productivité et une croissance plus importante du PIB. Cela peut également réduire les inégalités de revenus, soutenir les revenus des ménages pendant les périodes de récession et consolider les classes moyennes. **Pour l'UE, améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes pourrait entraîner une augmentation du PIB total allant jusqu'à 9,6 %**

d'ici 2050. Les tendances actuelles observées en termes d'espérance de vie et de taux de fertilité plaident en faveur d'une augmentation de la participation des femmes au marché du travail.

En outre, malgré une hausse des taux de participation des femmes au marché du travail, les inégalités entre les femmes et les hommes en ce qui concerne l'accès à des emplois de qualité demeurent importantes. Les femmes qui ont un emploi sont plus susceptibles de travailler à temps partiel, pour un revenu moindre et dans des secteurs moins lucratifs.

Les politiques publiques peuvent améliorer le bien-être et accroître la performance économique en contribuant à réduire les écarts entre les femmes et les hommes en matière d'accès à des emplois de qualité. À cette fin, il est nécessaire de s'attaquer aux inégalités entre les femmes et les hommes sur le marché du travail, mais aussi dans le domaine de l'éducation et en ce qui concerne les activités de soins non rémunérées. **Les questions d'égalité des sexes sont intrinsèquement liées à des politiques favorables à la famille, en matière de congés payés, d'aide aux soins et de formules souples de travail,** qui aident les hommes comme les femmes à mieux concilier vie professionnelle et vie privée et à améliorer leur bien-être. Des politiques publiques visant à concilier vie professionnelle et vie privée, notamment grâce à une éducation des jeunes enfants et des services de soins de qualité, peuvent assurer la mise en place de conditions équitables en compensant les désavantages dans la sphère privée, en permettant aux femmes de progresser dans leur carrière et en évitant la transmission des désavantages aux enfants. En particulier, **il est essentiel d'améliorer l'accès à des soins et des programmes préscolaires de qualité pour les enfants afin d'assurer l'égalité entre les femmes et les hommes et de donner aux enfants le meilleur départ possible dans la vie.** Des efforts supplémentaires doivent également être consentis dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes. À l'échelle de l'UE, **seulement 14 % des femmes qui déclarent avoir été victimes de violences de la part de leur partenaire indiquent avoir contacté la police** pour signaler l'incident le plus grave.

Une stratégie du bien-être pour l'UE

D'une manière générale, les éléments exposés dans le présent document montrent que le bien-être ne constitue plus une question secondaire intéressante, mais qu'il mérite plutôt d'occuper une place plus centrale dans la prise de décision économique, ce qui a des répercussions importantes pour les politiques publiques:

- **Il convient de redéfinir les priorités en matière d'investissements afin de tenir compte des liens entre les résultats en termes de bien-être et la croissance économique à long terme**, de manière à préserver le cycle vertueux qui caractérise l'"économie du bien-être".
- **Il est nécessaire d'évaluer correctement les effets des politiques afin de réduire au minimum leur incidence négative sur le bien-être et la croissance à long terme**, notamment dans le contexte de l'ajustement budgétaire.
- **Les inégalités des résultats en termes de bien-être devraient constituer une préoccupation essentielle des politiques publiques. Pour s'attaquer à ces inégalités, il faudra adopter une approche cohérente et intégrée, qui soit pangouvernementale**, étant donné que les inégalités sont souvent corrélées entre différentes dimensions et liées à un éventail de politiques.
- **La création d'une économie du bien-être n'incombe pas seulement aux autorités publiques. Le secteur privé peut également contribuer à cet objectif de différentes manières**. La mise en place de partenariats public-privé efficaces visant à promouvoir le bien-être et à mobiliser des financements privés en faveur d'investissements à impact social peut constituer un moyen innovant de relever les défis en matière de financement.

L'étape suivante pourrait consister à étoffer encore les recommandations stratégiques figurant dans le présent document d'information, en vue de contribuer à l'élaboration d'une *stratégie de l'UE en matière de bien-être et de durabilité* axée sur l'action.